



Réchauffement climatique : nos vies avant leurs profits !

Un épisode caniculaire intense s'étend sur tout le pays et Météo France a placé l'essentiel des départements en vigilance orange, avec des pics de température pouvant dépasser les 40 °C. L'urgence climatique se rappelle à nous, avec toute la violence des inégalités qui gangrènent la société capitaliste.

Les riches détruisent la planète

Le changement climatique n'est pas une simple vue de l'esprit, il est mesuré avec précision. Ainsi, en France, le réchauffement a atteint 2,2 °C sur les dix dernières années. Des phénomènes de plus en plus extrêmes accompagnent cette hausse des températures : sécheresses, inondations... Les populations les plus pauvres sont les plus exposées à ces catastrophes, car elles n'ont aucun moyen d'y faire face. Alors que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, la seule préoccupation des dirigeants de ce monde est d'aller... droit dans le mur. Le retour au pouvoir de Trump aux États-Unis donne le ton : même le « greenwashing », cette publicité mensongère qui consiste à se repeindre en vert, semble passé de mode. Avec son slogan « Drill baby, drill ! » (« Forez, les gars, forez ! »), c'est l'exploitation et le business d'abord.

Mais le gouvernement français et l'ensemble des pays européens s'engouffrent aussi dans cette voie. En France, en pleine canicule, les députés votaient pour remettre aux calendes grecques le développement des énergies renouvelables. Il y a certainement la clim' au Parlement ! De même, ils s'appêtent à voter la loi Duplomb, visant à faciliter l'agrandissement des élevages industriels, multiplier les mégabassines, réautoriser des insecticides dangereux, et on en passe. À l'échelle européenne, c'est la France qui remet en cause l'objectif de 90 % d'émissions de CO₂ en moins en 2040. Elle aura sans aucun doute gain de cause, puisque la nouvelle priorité des gouvernements européens semble être la hausse des dépenses militaires, au détriment de tout le reste.

Il fait trop chaud pour travailler...

Dernièrement, le gouvernement Macron a suspendu les subventions aux rénovations d'ampleur par le dispositif MaPrimeRénov' alors que de nombreux logements restent des passoires

thermiques, tout particulièrement dans le parc HLM. D'après la Fondation pour le logement (ex-Fondation Abbé-Pierre), 37 % des ménages modestes déclarent souffrir de la chaleur dans leur logement, contre 20 % des ménages plus aisés.

Après avoir passé des nuits éprouvantes, il faut encore aller travailler : en dépit de l'alerte orange, qui indique un danger potentiel élevé, l'économie devrait continuer à tourner comme si de rien n'était. C'est pour cela que Borne, ministre de l'Éducation, a annoncé que les écoles resteraient ouvertes. Même si le bâti scolaire n'est absolument pas adapté, les enfants doivent être accueillis... pour que les parents puissent aller travailler, dans des conditions là non plus pas du tout adaptées.

L'été dernier, sept accidents mortels au travail ont été reconnus comme liés à la chaleur. Entre 2018 et 2023, ce sont au moins quarante-huit travailleurs qui ont été victimes d'un accident mortel lié à la chaleur, un chiffre probablement sous-estimé, de l'aveu même de Santé publique France. Chantiers, travaux agricoles... certains secteurs sont particulièrement exposés. Un décret entre en vigueur le 1^{er} juillet pour préciser les obligations des employeurs en matière de prévention des risques lors des épisodes de chaleur intense : horaires pouvant être modulés, eau fraîche disponible, locaux maintenus à une température adaptée... Tout reste très vague, principalement les températures concernées !

Au même moment, nous devrions nous résigner à vivre dans des bouilloires thermiques et à travailler coûte que coûte en pleine fournaise. Pas question de se laisser faire ! À nous de faire respecter nos droits pour ne pas nous mettre en danger, et le plus collectivement possible sera le mieux. En attendant de se débarrasser du capitalisme !

Malaise sur nos tablettes

Lundi 30 juin, alors que ça fait une semaine que la vague de chaleur est annoncée, nous avons reçu un SMS nous rendant tous responsables de la gestion de celle-ci. Au-delà des banalités, comme boire et se mettre à l'ombre, cette communication lamentable sert à dédouaner l'entreprise de ses responsabilités.

Aucune mention de possible report de tâches pénibles, de recours au télétravail, ni même d'appel des secours en cas de malaise de collègue.

Le travail tue. Nous nous souvenons de notre collègue de la Sevesc en Île-de-France et de nos collègues à l'étranger. N'attendons rien de ces directions qui nous sacrifient pour leurs profits et mettons nous en droit de retrait quand c'est nécessaire.

Ce n'est pas seulement la canicule qui tue

Une employée des services municipaux de Barcelone de 51 ans est morte au travail d'un arrêt cardiaque en raison de la canicule. Son chef avait exigé qu'elle continue à travailler dans la rue par 46 degrés, alors qu'elle lui avait expliqué qu'elle ne se sentait pas bien. Ce chef, par inconscience ou désir servile de satisfaire sa direction, porte une lourde responsabilité. Mais la principale responsabilité de ce drame incombe à un système social, le capitalisme, où la performance et le profit passent systématiquement avant la santé et la sécurité des travailleurs.

Go Suez ? No, no, no

Le groupe Suez nous soumet de nouveau son plan d'actionnariat comme si cet investissement était l'affaire du siècle. Pourtant on se retrouve harcelés de mails pro et perso, comme s'il y avait une urgence vitale ! C'est que l'enjeu est double pour nos patrons. D'abord nous faire croire qu'on est dans le même bateau que les actionnaires, qu'on a le même intérêt que ceux qui ont investi des millions sur notre rentabilité. Ensuite, remplir les caisses de leur fond d'épargne, véritable banque parallèle pour investir et exploiter des marchés de services publics juteux.

Alors NO, pas de GO pour miser sur notre propre exploitation et dépenser nos précieux CET en actions qui valent ce que les grands actionnaires veulent bien nous laisser.

A Suez, des trous partout, sauf dans la caisse

Avec l'entrée provisoire que nous devons utiliser durant les travaux sur le site du Pecq, mieux vaut arriver en 4x4 ou avoir de bons amortisseurs. Au niveau du portail, il faut slalomer entre d'énormes nids

de poules, que la direction ne prend pas la peine de faire combler. Trous dans la route, trous dans les effectifs, trous dans nos portes-monnaie... ça commence à faire beaucoup !

L'écologie vue par... François Bayrou

Pour se rendre aux Journées de la géothermie, à Biarritz, dans les Pyrénées-Atlantiques, et y faire une intervention qui a duré, en tout et pour tout, une petite demi-heure, François Bayrou n'a pas hésité à utiliser depuis Paris un avion Falcon 900, un jet privé, émettant jusqu'à 14 fois plus de CO2 qu'un avion de ligne classique et 50 fois plus qu'un train.

Comme aime à le répéter Macron : « Mon quinquennat sera écologique ou ne sera pas. » C'est tout vu...

Hongrie : succès de la marche des Fiertés

Près de 200 000 personnes ont défilé à Budapest dans une ambiance festive à l'occasion de la marche des Fiertés en bravant l'interdiction décrétée par le très réactionnaire Premier ministre, Viktor Orbán qui, ces derniers temps, a multiplié les mesures répressives à l'encontre de la communauté LGBT+. Des délégations étaient venues de toutes les régions du pays, mais aussi d'autres pays européens, pour affirmer leur solidarité.

Orbán, devenu la coqueluche de l'extrême droite européenne, mène depuis des années une attaque systématique contre les migrants, la communauté gay, la justice mais aussi la liberté de la presse et les droits démocratiques. La marche des Fiertés est une réponse populaire à ces attaques.

Gaza : les soldats israéliens tirent lors des distributions d'aide

« Tirer au mortier pour éloigner des personnes affamées n'est ni professionnel, ni humain »... « Nous ouvrons le feu si quelqu'un essaie de faire la queue à quelques centaines de mètres, et parfois nous chargeons à bout portant. » Voilà l'un des témoignages d'un soldat israélien, récolté par le quotidien israélien Haaretz qui rapporte que l'armée de l'État sioniste ordonne à ses militaires de tirer délibérément sur les civils gazaouis, lors des distributions d'aides humanitaires dans l'enclave palestinienne.

Déjà plus de 500 personnes tuées et près de 4 000 blessées alors qu'elles se rendaient à ces distributions en quête de nourriture. Pour les Palestiniens contraints à risquer leur vie pour un sac de farine ou de riz, ces prétendus centres d'aide sont devenus un piège mortel. Le génocide continue, même l'humanitaire est prétexte à crime contre l'humanité...